



Police de la circulation
Extrait du registre des arrêtés du Président

Arrêté temporaire n°2025CIR260290A1

Enregistré sous le numéro 2025CIR260290 de la Métropole de Lyon

Objet : Réglementation de la circulation portant sur Rue Pierre Mendès France, Avenue Paul Marcellin, Avenue Grandclément, Boulevard des Droits de l'Homme (Vaulx en Velin)

Le Président de la Métropole de Lyon

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment :

- L'article L.3642-2,
- Les articles L.2213-1, L.2213-1-1, L.2213-2, L.2213-3, L.2213-4, L.2213-5 et L.2213-6-1 relatifs au pouvoir de police de la circulation du président de la Métropole;

VU le Code de la Route;

VU le Code de la Voirie Routière;

VU le Code Pénal et notamment l'article R.610-5;

VU le Code de la Sécurité Intérieure notamment l'article R.511-1;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière;

VU le Plan des Déplacements Urbains de l'agglomération Lyonnaise approuvé en Comité Syndical du Syndicat mixte des Transports pour le Rhône et l'agglomération Lyonnaise le 8 décembre 2017;

VU l'accord technique favorable de la métropole de Lyon, LYvia n° 2025CIR258530;

VU l'acte 2025CIR258530, abrogé par le présent arrêté;

VU l'arrêté N° 2023-02-28-R-0128 du 28 février 2023 portant délégation de signature pour les mesures de police de la circulation, à Monsieur Fabien BAGNON, Vice-Président délégué à la voirie et aux mobilités actives ;

VU la demande du 15-09-2025 de la société Colas

Considérant qu'en raison de travaux de aménagement de voirie pour le tramway T9, Rue Pierre Mendès France (Vaulx en Velin), Avenue Paul Marcellin (Vaulx en Velin), Avenue Grandclément (Vaulx en Velin), Boulevard des Droits de l'Homme (Vaulx en Velin), en agglomération, il convient de réglementer la circulation par les mesures suivantes;

ARRÊTE

Article 1 - Autorisation d'occuper le domaine public

Du 16-09-2025 au 31-01-2026, la société Colas est autorisé(e) à occuper le domaine public pour le motif suivant : aménagement de voirie pour le tramway T9.

Article 2 - acte en lien abrogé

Le dispositif mis en place par l'acte 2025CIR258530 est abrogé par le présent arrêté.

Article 3 - Horaires des travaux

Les travaux sont autorisés entre 7h00 et 17h00.

Article 4 - Interdiction de circulation

Du 16-09-2025 au 31-01-2026, avenue Paul Marcellin, entre l'avenue Eugène Hénaff et le carrefour giratoire avec l'avenue Karl Marx, **la circulation est interdite en sens nord-sud, sauf conducteurs de cycle et d'engin de déplacement personnel motorisé** (matérialisation d'une bande cyclable nord-sud).

Article 5 - Vitesse maximale autorisée

Du 16-09-2025 au 31-01-2026, avenue Paul Marcellin, entre le carrefour giratoire avec l'avenue Karl Marx et l'avenue Eugène Hénaff, la vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/h au droit du chantier. Ces dispositions seront signalées par panneau B14.

Article 6 - Suppression de trottoir

Du 16-09-2025 au 31-01-2026, avenue Paul Marcellin, côté est (numéros impairs), entre le carrefour giratoire avec l'avenue Karl Marx et l'avenue Eugène Hénaff, le trottoir est interdit d'accès.

L'interdiction sera signalée **au droit du premier passage piéton en amont du chantier**, dans les deux sens de la marche, et les piétons déviés sur le trottoir d'en face.

Article 7 - Propreté de l'espace public pour les voies métropole

Lors de l'achèvement des travaux, la chaussée devra être propre et satisfaire aux normes de sécurité en vigueur.

En cas de dégradation de la chaussée, les trous et tranchés seront traités par un enrobé à froid. Le maître d'ouvrage doit prévenir la Métropole par déclaration LYvia afin de prévoir la réfection définitive.

Les déblais et les matériaux entreposés pour les besoins du chantier seront évacués en fin de ce dernier.

Article 8 - Maintien des cheminements

Les cheminements des modes actifs (accès PMR, piéton, vélo etc.), l'accès des riverains et le passage des véhicules de secours sont maintenus en permanence et protégés par des barrières sur le trottoir au droit du chantier.

A défaut la circulation piétonne est renvoyée sur le trottoir opposé signalée. La circulation cyclable peut être renvoyée sur les voies de circulation de véhicules et signalée.

Article 9 - Maintien de la collecte des ordures ménagères

L'entreprise est tenue de veiller à maintenir l'accessibilité des véhicules chargés du service d'enlèvement des ordures ménagères. **Si ce maintien est impossible, l'entreprise doit avancer les bacs en bout de rue ou sur un emplacement de collecte convenu avec la Métropole de Lyon.**

Article 10 - Ampliation

Ampliation du présent arrêté sera faite à :

- commune de Vaulx-en-Velin
- l'agence des mobilités
- la direction prévention sûreté sécurité urbaine de la commune de Vaulx-en-Velin
- la police municipale de Vaulx-en-Velin
- la société Colas
- La subdivision Collecte Est de la Métropole de Lyon
- le PC Bus KEOLIS
- le pôle clientèle de la société Keolis
- le responsable de la ligne de bus 52 à la société Keolis
- Monsieur le responsable de la Subdivision de Voirie secteur Est
- Philibert Transport

Article 11 - Recours

Mesdames, messieurs : la Directrice Générale des services de la Métropole de Lyon, le(a) Directeur(trice) Départemental(e) de la Sécurité Publique, tous agents de la force publique et de la police municipale, le(a) Directeur(trice) des Services Départemental et Métropolitain d'Incendie et de Secours du Rhône sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté ;

Outre les recours gracieux qui s'exercent dans le même délai, le présent arrêté temporaire du Président de la Métropole de Lyon peut faire l'objet d'un recours contentieux sur les mesures de police de circulation arrêtées devant le tribunal administratif de Lyon (Palais de justice Part-Dieu - 184 rue Duguesclin - 69433 LYON CEDEX 03), ou effectué par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Toute autre information peut être sollicitée auprès du service de la commune.

Signature de la Métropole de Lyon